

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE AUX PRISES AVEC LE GAULLISME

Le général-miracle a subi un cuisant échec. La grève des candidatures musulmanes l'a fait tomber de haut. A écouter sa conférence de presse l'affaire était virtuellement conclue. La lutte des combattants algériens n'aura pas eu grande utilité et, « *en tout cas, actuellement, elle ne sert vraiment plus à rien* ». L'armée tient la situation en mains; ses relations avec la population sont empreintes « de cette fraternité confiante et réciproque dont l'aurore a paru sur ce sol malheureux ». Le référendum en porte témoignage et « *l'issue est maintenant tracée par la manifestation décisive du 28 septembre* ».

« La voie démocratique est ouverte »

L'armée s'est, certes, montrée capable, après quatre ans de terreur et de massacres, de canaliser les électeurs vers les urnes pour le « oui ». De là à croire que l'on tenait une ouverture politique, que la clef du « oui » ouvrait la porte d'un règlement du problème algérien c'était s'illusionner gravement.

Le général, confiant, en son étoile d'homme providentiel, n'hésita pas à proclamer que désormais « *la voie démocratique est ouverte* ». Et d'annoncer une cascade d'élections: « Il y aura en novembre les élections législatives. Il y aura en mars les élections des conseils municipaux. Il y aura au mois d'avril l'élection des sénateurs. » C'est trop de démocratie! Les Algériens n'en demandent pas tant... en présence d'une occupation de 600.000 soldats (un militaire pour cinq électeurs).

Il n'a pas suffi de libérer quelques milliers détenus des camps d'hébergement pour trouver des candidats valables. C'était du moins l'aveu que les hommes des harkis et les créatures musulmanes des C.S.P. étaient des partenaires peu qualifiés « pour faire le reste ». Il a fallu tout de même s'en contenter à défaut de mieux.

L'Algérie a connu dans le passé des élections préfabriquées en tous genres qui sont devenues célèbres dans le monde entier. Le truquage électoral a fini par convaincre le peuple algérien de la nécessité du recours à l'action armée. Le bourrage des urnes, les faux procès-verbaux sont une pratique qui répugne à de Gaulle. Il a l'avantage de disposer d'une grande armée assez nombreuse pour escorter les électeurs jusqu'aux urnes et les faire bien voter. Nous verrons si elle réussira la prochaine fois à faire aussi bien qu'au référendum. Ce ne sera pas aussi facile. Mais là n'est pas la question. Le pourcentage des votants n'arrangera pas grand-chose et le nom des élus importe assez peu. D'ores est déjà l'opération-élection, dont le général s'est plu de souligner l'importance, apparaît comme une sinistre parodie.

Le crédit de De Gaulle en prend un rude coup y compris sur le plan international. La morgue hautaine de sa conférence de presse sonne creux, et son insolence envers le F.L.N. prend un peu plus de relief. L'affirmation de son autorité absolue et ses assurances paraissent, également, légèrement gonflées et présumptueuses. L'armée a bien accepté ses directives mais les a exécutées à sa guise. Les consignes relatives à la sincérité du scrutin et aux garanties démocratiques assurant la libre confrontation des opinions ont fait leur petit effet inscrit sur le papier mais la démonstration a été faite qu'elles restent lettres mortes et il pouvait difficilement en être autrement. La guerre totale, le quadrillage se marient mal avec une consultation démocratique. L'armée ne peut être employée à briser les aspirations de tout un peuple tous les jours de la semaine et à favoriser l'expression de cette aspiration le dimanche 30 novembre. Ce qu'elle aurait traqué, combattu pendant quatre

ans elle le ferait triompher en un seul jour? C'était trop lui demander.

« Tout en restant impartiale, dit une note de service du commandant de Médéa, l'armée mettra la population en mesure d'exercer en toute connaissance de cause son choix parmi les listes de candidats, d'accorder les suffrages à celles qui défendront le mieux la cause de l'Algérie française et de rejeter celles qui comporteraient des candidats séparatistes ou moralement disqualifiés... Tout en se maintenant dans une ligne apolitique elle demeurera en liaison étroite avec les C.S.P. »

L'armée est l'arbitre de la situation en Algérie et de Gaulle est conduit à s'incliner, à composer comme un vulgaire Gaillard, à endosser les conséquences de cette parodie électorale que la V^e République traînera comme un boulet au pied.

Dans cinq circonscriptions les élections seront réduites à leur plus simple expression puisqu'il ne s'y trouve qu'une seule liste en présence. Ces candidats sont élus d'avance, n'auraient-ils que vingt voix. Ailleurs c'est blanc bonnet contre bonnet blanc ou Algérie française et intégration sous les auspices des Comités de salut public. La valeur des candidatures est si relevée que le quatuor Bidault, Duchet, Morice, Soustelle a dû prendre ses distances, « exprimant ses regrets de ne pouvoir accorder à aucune liste sa caution morale ». Des gaullistes « libéraux » comme Chevallier et Fonlupt-Espéraber, sincèrement désireux d'épauler l'effort du général, ont été contraints de renoncer et de reconnaître que « les élections sincères et libres sont actuellement impossibles en Algérie ».

Les candidats S.F.I.O. suscités *in extremis* par Guy Mollet ne peuvent sauver les apparences. De Naegelen à Lacoste, le parti socialiste a été pour les Algériens synonyme d'oppression hypocrite et de répression renforcée: il n'y a pas formation plus méprisée, plus décriée dans l'opinion musulmane.

Le préalable algérien

On ne saurait sous-estimer le revers subi par le général. Le temps qui lui est imparti est relativement limité et son faux pas vient ajouter un fardeau supplémentaire à une solution difficile entre toutes du problème algérien.

L'éclatant succès du plébiscite a accru indéniablement la liberté de mouvement du général pour un laps de temps. « L'exploitation du succès » qu'enseigne tout manuel militaire exigeait des initiatives immédiates de nature à préserver l'avenir: se dégager de l'emprise des forces sudistes anachroniques qui servent à l'occasion au pouvoir afin de remplir le rôle désiré « d'arbitre » et dégager l'Algérie de l'enlèvement, de l'immobilisme à défaut de pouvoir la sortir de l'impasse.

Car l'impasse demeure et la liberté de mouvement considérable dont dispose le président-général peut se trouver retrécie après la formation du nouveau gouvernement qui naîtra de la prochaine Assemblée nationale.

L'impuissance chronique des grands partis ouvriers devant le problème colonial et l'énorme gâchis qui en est résulté procurent au général-sauveur un immense crédit. Si immense soit-il, il ne sera pas inépuisable. Les faiseurs de miracles ne font illusion que pour un temps. La guerre d'Algérie qui causa la perte de la IV^e République est également le talon d'Achille de la V^e.

Le préalable algérien conditionne le sort de l'expérience